

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plérin

Plérin, le 08/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ROMI (SAINT CARNE)

112 B rue Eugène Pottier
BP 72067
35000 Rennes

Références : 2026.104
Code AIOT : 0005504136

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/03/2026 dans l'établissement ROMI (SAINT CARNE) implanté Zone artisanale de Guinefort 22100 Saint-Carné. L'inspection a été annoncée le 20/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite réactive suite à un incendie survenu le vendredi 20 mars après midi.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ROMI (SAINT CARNE)
- Zone artisanale de Guinefort 22100 Saint-Carné

- Code AIOT : 0005504136
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement ROMI est une plateforme, d'environ 16 000 m², destinée au transit de déchets métalliques, de véhicules hors d'usage (VHU), de déchets de cartons, d'huiles usagées, de déchets de verres, de déchets de bois et de déchets plus communément appelés DIB (déchets industriels banals).

Suite au rachat d'un site sur une commune voisine implantée à Miniac-Morvan (35), l'exploitant envisage de revoir l'organisation du centre de transit à moyen terme, avec arrêt des activités de presse-carton et de cisailage des ferrailles.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Incident grave - accident	AP Complémentaire du 16/09/2003, article 2-I-6°	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Plan de défense contre l'incendie.	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1-I	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 16/09/2003, article 2-I-17°	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Déchets	AP Complémentaire du 16/09/2003, article 2-I-23°	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Gestion déchets réceptionnés	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-II	Sans objet
5	Prévention de la pollution des eaux	AP Complémentaire du 06/09/2003, article 2-I-11°-5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence une conformité globale sur les aspects techniques (gestion des eaux d'extinction, prévention des pollutions, traçabilité des déchets), mais souligne des axes d'amélioration, notamment sur :

- la rigueur des procédures incendie (plan de défense incendie à compléter, permis de feu à préciser, formation du personnel à renforcer),
- la sécurisation des déchets post-incendie (couverture des bennes et élimination conforme des résidus).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Incident grave - accident

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/09/2003, article 2-I-6°
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration d'accident
Prescription contrôlée : Tout incident grave ou accident de nature à porter atteintes à l'environnement (c'est-à-dire aux intérêts mentionnés à l'article 511-1 du Livre V - Titre I du Code de l'Environnement) doit être immédiatement signalé à l'inspecteur des installations Classés à qui l'exploitant remet, dans les meilleurs délais, un rapport précisant les causes et les circonstances de l'accident ainsi que les mesures envisagées pour éviter le renouvellement d'un tel fait.
Constats : Chronologie et origine de l'incident L'exploitant indique que l'incident s'est produit vers 13h30 lors d'une opération de meulage en hauteur (2,6 m) sur une benne, dans la zone de maintenance isolée par des géoblocs en béton. Il précise que l'incendie serait dû à la projection d'étincelles vers deux bennes de tournures métalliques (environ 10 m ³) capotées et un stock de papier/kraft (inférieur à 10 m ³) situés de l'autre côté du mur en béton. L'exploitant déclare avoir alerté le SDIS à 14h31, avec une arrivée des secours à 14h44. Il indique que le raccordement initial des secours sur un poteau incendie public, et non sur la réserve incendie plus à proximité du site. Gestion de l'incendie et des eaux d'extinction L'exploitant indique que les deux vannes de sectionnement du réseau d'eaux pluviales ont été fermées à 15h10 afin de limiter les rejets vers l'extérieur. Il précise qu'un ruissellement des eaux d'extinction vers le déshuileur a été constaté vers 15h45. Il déclare que la société A2B Assainissement est intervenue à 16h30 pour procéder au pompage des eaux, y compris dans le réseau enterré en amont du bâtiment, et pour mettre en place un obturateur en sortie de site afin de prévenir tout rejet vers le milieu naturel. L'exploitant indique que l'incendie a été maîtrisé vers 18h00. Les bennes impactées et les déchets brûlés ont été isolés et recouverts de matériaux inertes. Il précise que les secours ont quitté le site à 18h30 après vérification de l'absence de points chauds à l'aide d'une caméra thermique. Concernant l'usage de matériaux inerte pour étouffer les bennes. L'exploitant avait reçu des

consignes du Commandant des Opérations de Secours (SDIS) lui demandant du sable pour faciliter l'extinction. Il est rappelé que l'exploitant doit répondre au besoin du SDIS en premier lieu.

Surveillance post-incident

L'exploitant indique que des rondes ont été réalisées le vendredi 20/03, ainsi que le samedi 21 et le dimanche 22. Ces rondes ont été confirmées lors de l'inspection, que ce soit sur le registre ou par la présentation de photo datée.

Il précise que des opérations de nettoyage et d'isolement des déchets brûlés résiduels ont été réalisées le samedi 22/03.

Bilan des dégâts

L'exploitant déclare que l'incendie a entraîné des dommages sur environ 20 à 30 m² de toiture, ainsi que la destruction de deux bennes et de leurs capots.

Il estime que les déchets détruits représentent environ 10 à 12 m³ de tournures métalliques et 10 à 12 m³ de papier/kraft.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre, via le site service public, un rapport d'accident détaillé dans un délai d'un mois à compter de la date de la présente inspection (sous <https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939>).

Ce rapport précisera notamment les circonstances de l'événement, l'analyse des causes, les mesures de gestion mises en œuvre ainsi que les actions correctives et préventives retenues. A noter que les échanges d'information pendant l'événement entre services de l'Etat, SDIS et exploitant ont fait apparaître quelques dysfonctionnements, notamment sur le besoin de sable. Ce point est donc à analyser plus précisément.

Cette demande tient compte de la transmission de premiers éléments par courriel du samedi 21 mars ainsi que de l'information transmise par téléphone le vendredi vers 17h, qui devront être consolidés et complétés dans le rapport susmentionné.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Gestion déchets réceptionnés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-II

Thème(s) : Risques chroniques, Procédure d'information préalable

Prescription contrôlée :

II. - Procédure d'information préalable

Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité (s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.

a) Informations à fournir :

- source (producteur) et origine géographique du déchet ;
- informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;
- données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ; - apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;
- code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ;
- résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ;
- au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement ou tri.

Constats :

SYNTHÈSE DES ÉLÉMENTS FOURNIS PAR L'EXPLOITANT

Fiche d'identification du déchet

Fiche Technique ECOCOOL GLOBAL 1000

Fiche de données de sécurité ECOCOOL GLOBAL 1000

Origine et traçabilité

L'exploitant indique que :

- les déchets proviennent d'opérations d'usinage de pièces en titane (tournage, fraisage) code déchet 10 01 03.
- Les matières premières sont constituées d'alliages de titane (notamment type TA6V). L'exploitant précise que des lubrifiants/huiles de coupe sont utilisés lors du procédé (ECOCOOL GLOBAL 1000 dilué à environ 8 %).

Composition et caractéristiques

L'exploitant indique que les déchets sont constitués majoritairement de titane métallique sous forme de tournures, contenant des résidus gras issus des fluides de coupe.

Les fluides de coupe code **12 01 09*** (émulsions et solutions d'usinage sans halogènes) utilisés présentent les mentions de danger suivantes :

- H315 (irritation cutanée)
- H319 (irritation oculaire)
- H412 (dangereux pour le milieu aquatique, chronique catégorie 3)

Conformément au guide méthodologique INERIS (2024) :

- H315 et H319 sont pris en compte à partir de 1% de concentration, déclenchant **HP4 (irritant)** si $\geq 20\%$;
- H412 est pris en compte à partir de 1% de concentration, déclenchant **HP14 (écotoxique)** si $\geq 25\%$.

Le produit ECOCOOL GLOBAL 1000 est présent sous forme de traces grasses sur les copeaux de titane. On peut estimer de manière conservatrice qu'il constitue 5% du poids total du déchet. En conséquence :

- H315 + H319 $< 20\%$ → HP4 non déclenché

- H412 < 25% → HP14 non déclenché

Les documents transmis et les informations qu'ils contiennent sont conformes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan de défense contre l'incendie.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1-I

Thème(s) : Risques accidentels, PDI

Prescription contrôlée :

I.-Plan de défense contre l'incendie (PDI)

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;

- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;

- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;

- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;

- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;

- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;

- des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;

- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;

- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 13 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;

- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;

- les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des îlots et petits îlots, des zones de réception de déchets, des zones d'entreposage tampon, des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes.

Constats :**Analyse de conformité du PDI****a) Points conformes**

Exigence réglementaire	Éléments vérifiés	Conformité
Transmission au SDIS	PDI envoyé et accusé de réception par le SDIS 22 (preuve email).	OK
Mise à disposition sur site	PDI accessible à l'entrée (version papier) et sur serveur ISO 14001 (numérique).	OK
Schémas d'alarme/alerte	Procédures détaillées : origine de l'alerte, appel secours, liste des interlocuteurs.	OK
Organisation 1 ^{ère} intervention	Équipes formées désignées, localisation extincteurs et RIA, consignes d'évacuation affichées.	OK
Accueil des secours	Accès dégagés, aires de stationnement identifiées, contacts 24/7 (SOTEL).	OK
Plans d'implantation	Cartographie des bâtiments, zones de stockage, réseaux eau/égouts.	OK
Localisation moyens de lutte	Extincteurs, RIA, vannes de barrage, murs coupe-feu répertoriés.	OK
Gestion des eaux d'extinction	Bassins de rétention et sectorisation des égouts mentionnés.	OK
Fiches de Données de Sécurité (FDS)	Disponibles sur serveur et transmissibles au SDIS (gasoil, huiles, lithium).	OK

b) Non-conformités et axes d'amélioration

Justification insuffisante des compétences du personnel	- Renforcer la formation : intégrer attestations individuelles (nom, date,
---	--

personnel	attestations individuelles (nom, date, contenu). - Mettre à jour un registre des exercices incendie (dates, scénarios, participants).
Absence de rapport d'exercices	- Organiser un exercice incendie documenté (compte-rendu signé, photos, durée). - Planifier deux exercices annuels : 1 théorique + 1 pratique avec feu réel.
Précisions manquantes sur les batteries lithium	- Intégrer des procédures spécifiques de manipulation et stockage dans le PDI. - Former le personnel aux risques liés aux batteries lithium.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est **tenu de transmettre**, dans un délai d'un mois :

- Les rapports des exercices incendie réalisés, incluant compte-rendu, photos et participants.
- Les justificatifs de formation du personnel (attestations individuelles, dates et contenus).

Cette transmission permettra de vérifier la mise en conformité avec les exigences du PDI.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/09/2003, article 2-I-17°

Thème(s) : Risques accidentels, Permis de feu

Prescription contrôlée :

[...]

Dans le cas de travaux par points chauds, les mesures suivantes sont prises :

[...]

- délivrance d'un permis de feu pour une durée précisée avec fixation de consignes particulière. Le permis de feu et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée.

[...]

Constats :

Éléments transmis par l'exploitant :

- Permis de feu délivré par le responsable d'agence.

Observations de l'inspection :

- Le permis de feu est incomplet : la consigne particulière ne mentionne pas la présence et la nature du stockage de cartons à proximité. La plage horaire mentionnée (8h00-17h30) est jugée trop générale au regard du risque.
- Les travaux ont été réalisés à moins de 2 mètres des stockages combustibles, séparés par un mur modulaire de 3 m. Néanmoins, les travaux se sont fait en hauteur (2.6m). La protection (40cm) était donc insuffisante contre les projections d'étincelles. La zone de découpe n'était pas adaptée.

Constat général :

- Les documents sont présents, mais le permis de feu et les consignes associées demeurent génériques et ne couvrent pas l'ensemble des risques identifiés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit :

1. Assurer la formation du personnel au risque incendie et à la délivrance du permis de feu.
2. Améliorer les permis de feu, en adaptant les consignes à la situation réelle :
 - Surveillance continue du poste de travail ;
 - Mise à disposition immédiate de matériel d'extinction adapté ;
 - Limitation stricte des plages horaires si nécessaire.
3. Évaluer la pertinence des zones de travaux et, si nécessaire, déplacer les opérations de découpe pour garantir un écart minimal de sécurité avec les matières combustibles.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/09/2003, article 2-I-11°-5

Thème(s) : Risques accidentels, Eaux d'extinction

Prescription contrôlée :

11-5 : A l'exception des eaux pluviales issues des toitures non souillées, les eaux de ruissellement en provenance des aires imperméabilisées de stockage des ferrailles, et des autres déchets, et des voies de circulation etc... seront collectées et rejetées dans le milieu naturel après avoir traversé un ou [des] débourbeur(s)-séparateur(s) à hydrocarbures à obturation automatique(s) suffisamment dimensionné(s) et de bassin-tampon étanches d'un volume total de 190m³ au moins. Le réseau de collecte devra être équipé d'une vanne à fermeture rapide, afin de retenir les eaux d'extinction, en cas d'incendie.

11-9-5 : En cas d'incendie, les eaux d'extinction devront être récupérées. Les eaux récupérées après analyses seront traitées soit comme des eaux résiduaire, soit comme des déchets conformément aux dispositions du présent arrêté.

Constats :

Éléments transmis par l'exploitant

- Fermeture des vannes de sectionnement : 15h15.
- Arrivée des eaux de ruissellement au déshuileur : 15h45.
- Pompage des eaux par le prestataire dans la zone de rétention : 16h45.
- Mise en place d'un obturateur (« gonflabe ») en sortie du site après 16h45.
- BSD de collecte fourni avec 10 tonnes de CD 16 10 01*.

Constats :

- Les dispositifs de collecte et de rétention des eaux sont **conformes** aux prescriptions : débourbeur-séparateur à hydrocarbures fonctionnel, vanne à fermeture rapide opérationnelle, bassins-tampons étanches utilisés.
- Les mesures ont été **effectivement mises en œuvre** lors de l'incident (fermeture des vannes, pompage).
- Les eaux d'extinction ont été correctement récupérées **mais restent en attente de traitement**, conformément à l'article 11-9-5.

La gestion des eaux d'extinction est **conforme**, sous réserve de **l'exécution effective du traitement des eaux récupérées**.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra transmettre le BSD complété (destination) et signé suite au traitement des eaux.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/09/2003, article 2-I-23°

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets

Prescription contrôlée :

23-1 : Les déchets devront être éliminés dans les conditions propres à assurer la protection de l'environnement et dans des installations autorisées à cet effet, au titre de la législation des installations classées.[...]23-2 : Dans l'attente de leur élimination ou enlèvement, les déchets seront stockés dans des conditions assurant toute sécurité et ne présentant pas de risques de pollution (par exemple protection contre la pluie, les envols, cuvette de rétention, stockage séparé des produits incompatibles...).

Constats :

- Trois bennes de déchets sont actuellement stockées sur la plateforme reliée à un débourbeur.
- Les deux bennes contenant des tournures ont été couvertes de déchets de briques plâtrières.
- Le plâtre n'est pas inerte et peut se dissoudre au contact de l'eau, contribuant à la formation de lixiviats sulfatés.
- L'inspection constate que la **sécurisation des déchets n'est pas complète**, les bennes

restent exposées aux intempéries.

- Le stockage sur une plateforme reliée à un débourbeur **limite le risque de pollution par les lixiviats**, mais ne remplace pas une couverture ou un abri adapté pour prévenir les risques environnementaux et protéger les déchets des intempéries.

La situation observée est **partiellement conforme** : les dispositifs limitant le risque de pollution sont présents (plateforme reliée au débourbeur), mais le stockage provisoire nécessite des mesures supplémentaires pour couvrir l'ensemble des bennes et sécuriser les déchets d'incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit :

1. Couvrir ou mettre à l'abri sous hangar l'ensemble des bennes de déchets, après s'être assuré de l'absence de combustion résiduelle.
2. Transmettre à l'inspection les **bordereaux d'élimination** des déchets après leur caractérisation, conformément aux prescriptions ICPE.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois